Fondation Jean Jaurès

Histoire

SOCIALISTES ET MIGRATIONS (1880-1914)

Gilles Candar

05/10/2016

Partir, à l'époque de Jaurès, c'est l'émigration mesurée vers l'empire colonial ou l'immigration de travailleurs, d'Europe ou de pays plus lointains. Les tensions existent, sociales et politiques. Gilles Candar, président de la Société d'études jaurésiennes, explore ce sujet dans le cadre de l'édition 2016 des Rendez-vous de l'histoire de Blois dont le thème de la 19e édition est « Partir ».

Le monde de la deuxième moitié du XIXe et du début du XXe siècle est évidemment très différent du nôtre ; il n'en offre pas moins quelques similitudes remarquables. L'importance des migrations de populations, pour des raisons économiques ou politiques, n'échappe à personne tant elles sont massives en cette période de colonisation et d'intenses transformations économiques. Le phénomène le plus marquant, au rebours d'aujourd'hui, est la force de l'émigration européenne, qui concerne successivement à peu près tous les pays, sauf la France tôt engagée dans la dernière phase de la transition démographique et la baisse de la natalité. Vers 1900, un million d'Européens environ quitte chaque année le continent, à destination principalement des Amériques, mais aussi des diverses colonies d'Afrique ou d'Asie. La France reçoit au contraire une immigration en provenance de pays voisins : des Allemands, mais désormais aussi des Belges, Italiens ou Espagnols, avant les Polonais et d'autres. En 1911, plus d'un million d'étrangers (1 150 000) sont ainsi recensés en France, et à côté des contingents européens déjà traditionnels commencent à apparaître des apports venus de pays plus éloignés… Le phénomène est pris en compte par les politiques, mais rarement de manière frontale. Les socialistes, partisans d'une réforme globale de la société, sont confrontés à des évolutions qu'ils doivent à la fois penser, apprécier et dont ils doivent mesurer les effets sur les milieux qu'ils veulent convaincre et entraîner. Parmi les nombreuses études qui leur sont consacrées, il reste pourtant assez rare de voir analysées ou même évoquées leurs propositions en matière d'immigration et de déplacement des populations. Cette lacune est d'autant plus dommageable qu'elle favorise le développement de rumeurs ou de demi-informations plus ou moins faussées sur le sujet. Il ne saurait être question, dans le cadre restreint de cette note, d'aborder l'ensemble de la question, débattue à des périodes et dans des lieux divers, mais nous pouvons donner quelques éléments de base pour le socialisme français au moment où il devient une force politique constituée et autonome, c'est-à-dire dans les années

1880-1914.

Guesde, Lafargue et Vaillant : la responsabilité du capitalisme, les solutions socialistes

Considérons d'abord les pères de la doctrine appelée à exercer une influence sinon hégémonique, du moins prépondérante, au sein du mouvement socialiste : les propagandistes marxistes du Parti Ouvrier, et notamment Jules Guesde (1845-1922) et Paul Lafargue (1842-1911)[1]. Avec l'aide de Karl Marx et de Friedrich Engels, ils rédigent le programme du Parti Ouvrier adopté en plusieurs étapes entre 1879 et 1883, destiné à fournir aux militants et sympathisants une explication du monde accompagnée d'une base d'action cohérente et complète. L'exploitation du travail par le capital y est expliquée et dans ce cadre exposé le projet capitaliste visant à constituer « une surpopulation industrielle », la fameuse « armée de réserve » du prolétariat qui permet de maintenir l'ordre public et salarial. Le patron peut en effet « recourir à l'étranger et puiser dans le réservoir des meurt-de-faim de Belgique, d'Italie, d'Allemagne – et de Chine au besoin – les bras dont il a besoin pour avilir le prix de la main-d'œuvre et affamer ses compatriotes[2] ». Aussi la question des travailleurs étrangers est-elle considérée comme importante et estimée « grosse de révolution[3] ». Dans des *Considérants* complémentaires, rédigés lors d'une détention en commun à Sainte-Pélagie pendant les premiers mois de 1883, Guesde et Lafargue précisent leurs analyses, destinées à mettre hors de cause les immigrés, susceptibles de se rallier eux aussi à la cause socialiste :
« Les ouvriers étrangers (Belges, Allemands, Italiens, Espagnols) chassés de leur pays par misère, dominés souvent et exploités par des chefs de bande, ne connaissant ni la langue, ni les prix, ni les habitudes du pays, sont condamnés à passer par les conditions du patron et à travailler pour des salaires que refusent les ouvriers de la localité[4]. »

Les responsabilités sont purement patronales et bourgeoises, les deux penseurs marxistes n'hésitant pas à invoquer la fatalité pour parfaire leur explication des dissensions nationales entre prolétaires : « Les patrons entretiennent les divisions et les haines qui naissent fatalement entre les ouvriers de différentes nationalités[5] ». Argument qu'il est permis de juger un peu court, même s'il n'est pas aisé aujourd'hui de prendre la mesure de la défiance envers l'étranger et de l'exacerbation parfois du sentiment national dans la France meurtrie par les défaites de 1815 et 1871. Un des responsables du *Citoyen*, quotidien socialiste contrôlé par les guesdistes, Léon Picard, tout en se moquant de l'agression des « patriotes » de Déroulède contre un club de gymnastes allemands, se gausse de ces « grands blondins d'Allemands » et se complait à pourfendre « l'invasion des Germains dans Paris[6] » : « l'accent tudesque a le don de nous déchirer les oreilles et de nous crisper les nerfs »... Il ajoute que le pire est bien la concurrence économique, que des

quartiers entiers de Paris, du faubourg Saint-Antoine à La Villette ou La Chapelle, ressemblent désormais à des cités allemandes, que l'industrie du meuble, « si artistique et si parisienne » est désormais aux mains de « ces grossiers ouvriers ». L'article, cela se conçoit, mécontente fort Engels, Bernstein et la social-démocratie germanique[7]... Il est vrai que la scène ne se passe qu'une dizaine d'années après la guerre de 1870 et le siège de Paris. De toute façon, les guesdistes privilégient nettement la stabilité des populations et la possibilité, pour utiliser une expression quelque peu anachronique, de pouvoir vivre et travailler au pays : « Nous, socialistes internationaux, nous sommes les ennemis de l'émigration, nous ne voulons pas que le prolétaire quitte son pays natal, nous voulons qu'il y trouve son bien-être[8] ».

Édouard Vaillant (1840-1915) anime l'autre courant important du socialisme révolutionnaire, celui issu de la tradition blanquiste. Élu conseiller de Paris (1884), il multiplie activités et prises de position. Il mène campagne à l'hôtel de ville en faveur de la fixation d'un salaire minimum et pour que la ville et l'État contingentent à 10% le nombre d'ouvriers étrangers admis sur leurs chantiers. Il reçoit l'entier soutien de Guesde dans *Le Cri du Peuple* qui brocarde les républicains de gouvernement favorables au contraire à la liberté du travail. Les socialistes rejoindraient-ils les nationalistes dans leur combat ? Ce n'est pas si simple et, précisons-le d'emblée, ce n'est finalement pas exact. Certes, est déposée à la Chambre une proposition de loi visant à introduire dans tous les marchés de travaux publics où intervient la puissance publique (État, départements et communes) une clause réservant l'emploi aux ouvriers français. Son auteur, Jean-Baptiste Pally, est un député radical-socialiste de Marseille, membre du groupe de l'extrême gauche animée notamment par Georges Clemenceau. La proposition est ajournée à la demande d'un député de la Somme, Albert Deberly, membre de la droite républicaine, qui préfère la solution de l'introduction d'une taxe de séjour pour mettre à égalité les ouvriers étrangers et français, revendication traditionnelle du camp nationaliste. Seul Martin Nadaud, l'ancien « démocrate socialiste » de la II^{e} République, désormais député « opportuniste », c'est-à-dire républicain modéré, de la Creuse, proteste au nom des héritiers de la Révolution française : « il ne peut être question dans un Parlement français de vouloir expulser les ouvriers étrangers[9] ».

Guesde le brocarde alors, lui et *Le Temps*, le grand journal de la bourgeoisie modérée. Les républicains de gouvernement défendent en effet le principe de la liberté du travail et des mobilités finalement heureuses : « Ne chassons point les ouvriers étrangers, visons plutôt à en faire des ouvriers français. [...] Il faut faciliter les lois et procédures de naturalisation. Nous ne sommes pas une race, nous sommes une nation qui s'est formée depuis dix-huit siècles par les alluvions successives que cent peuples divers ont laissées sur notre sol. C'est là notre originalité et notre force. L'unité de la patrie française est une grande idée morale. Laissons-là rayonner librement[10] ».

Néanmoins, les socialistes se distinguent radicalement des nationalistes car ils se refusent à condamner les travailleurs étrangers, en tout cas les Européens. Les guesdistes cherchent une solution censée pouvoir à la fois rassembler l'ensemble des ouvriers et tarir le recrutement d'étrangers. Ils mènent régulièrement campagne contre tous les projets de taxation, et *a fortiori* d'expulsion des travailleurs étrangers. La solution serait en revanche d'établir un salaire minimum dans les chantiers et partant dans les diverses branches industrielles concernées. L'article 4 du programme du Parti Ouvrier proclame ainsi « l'interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français. » Et, régulièrement, dans la presse socialiste ou en réunion, les principaux dirigeants du socialisme veillent à dédouaner les ouvriers étrangers pour mieux accabler les responsabilités patronales. Ils utilisent deux arguments supplémentaires : le patronat aurait recours même à salaire égal davantage à une main-d'œuvre étrangère car elle est plus docile. En ces temps de collusion franche et avouée entre pouvoirs publics, industriels, justice et police, il est très simple de faire condamner et expulser des travailleurs récalcitrants ou revendicatifs. En outre, le patronat peut recourir à ce que nous appellerions aujourd'hui la « délocalisation » : assurer tout ou partie de la production dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère. Le Parti Ouvrier entreprend, du moins à partir de son congrès de Roanne (26 septembre-1er octobre 1882), de mener campagne en faveur des droits d'expression et d'organisation des travailleurs étrangers : « Les ouvriers doivent soustraire les étrangers au despotisme de la police en réclamant l'abolition de la loi de 1848 [permettant leur expulsion administrative, sans décision judiciaire] et les défendre contre la rapacité des patrons en « interdisant légalement » à ces derniers d'employer des ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français[11] ». Une résolution votée par le congrès régional du Centre (qui comprend la région parisienne) déclare ainsi nettement : « La France ouvrière doit rester ouverte aux ouvriers de partout[12] ». Mais il faut des conditions pour que cela ne soit pas à son désavantage : fixation d'un tarif ou salaire minimum dans la branche, abrogation des législations répressives contre les étrangers. La vulgate socialiste sur le sujet est ainsi formée et, globalement, s'impose progressivement à l'ensemble des groupes et tendances.

Immigration et civilisation

Le diable toutefois gît dans les détails. Il peut arriver à Guesde et Lafargue de pointer un autre risque de concurrence potentielle pour les ouvriers français avec peu d'aménité pour les travailleurs concernés. Ils répètent assez régulièrement qu'« il viendra un jour où [les patrons] appelleront les Chinois : les économistes bourgeois y songent déjà », en se référant à une réunion de la Société d'économie politique, le 5 mai 1880, qu'ils se plaisent à citer et commenter[13]. Lors de cette rencontre consacrée à « La question des Chinois en Californie et des Juifs en Roumanie[14] », les économistes libéraux et quelques personnalités de la presse ou de la politique réunies dans ce

cénacle quasi-officiel fondé sous la monarchie de Juillet se sont surtout entretenus des avantages et inconvénients d'une main-d'œuvre importée dont les habitudes de vie se distinguent assez radicalement du milieu ambiant. « Le Chinois est très laborieux et il vit de rien », note le sinologue Charles Lavollée au cours de la discussion. Le coût salarial d'un ouvrier chinois est estimé au quart de celui de son confrère européen, cela constitue donc nécessairement, à terme, « un progrès », comme « le machinisme » ou « l'emploi féminin », selon l'économiste Joseph Garnier. Son collègue Paul Leroy-Beaulieu se félicite de voir les Chinois, dans un temps plus ou moins éloigné, « venir réduire les prétentions des ouvriers européens [...] ramener les salaires à un taux normal[15] ». Les seules réserves émises relèvent de motifs politiques ou nationaux. Elles émanent de l'ancien préfet de police Albert Gigot qui pose « la question de races », l'antipathie éprouvée par les populations blanches envers les jaunes, et du consul général des États-Unis en France, George Walker[16], qui soulève les difficultés d'assimilation des populations chinoises. Selon cette personnalité américaine, le cas chinois est différent de l'Africain : ce dernier, « de nature très sympathique et très imitatif », a su devenir chrétien « même en esclavage ». Il se montre attaché au pays et se civilise rapidement. Mais « le Chinois est toujours Chinois » ou bien il est « Asiatique », « il est Mongol ». Le Chinois conserve son costume particulier, il vit sans famille, reconstitue des villes chinoises et, au point de vue de la civilisation occidentale, reste « incivilisé » : « c'est un corps étranger dans l'estomac américain qui est tout à fait incapable de digestion et qui produit une certaine gêne ». Même mort, il veut que ses restes soient rapatriés au pays. Il est vrai que l'ingénieur et géologue Louis Simonin, qui défend l'apport chinois à la civilisation américaine, notamment par la construction des voies ferrées, rétorque que ces voyages mortuaires constituent un excellent fret pour la navigation transatlantique.

Guesde et Lafargue citent le compte rendu de cette réunion pour alarmer les ouvriers français de l'imminence du danger. Ils y associent une charge particulière contre le gouvernement Ferry en France et sa politique coloniale : « L'expédition du Tonkin hâtera peut-être la venue des hordes chinoises[17] ». Assez curieusement, il faut le reconnaître, ils surchargent la mise en garde de dénonciations supplémentaires relatives aux mœurs prêtées aux ouvriers chinois. Le consul Walker aurait estimé « corruptrice » leur introduction dans les pays de civilisation occidentale en raison de « leurs habitudes pédérastiques ». Les dirigeants socialistes ont-ils disposé d'informations complémentaires aux comptes rendus fournis par *L'économiste français* et le *Journal des économistes* ? Ces derniers en tout cas ne comportent rien de tel. Les économistes semblent seulement s'opposer sur le caractère positif ou non de cette immigration, de sa venue possible ou non dans le reste de l'Amérique et en Europe, et ils discutent pour savoir si les Chinois moraliseront alors les Européens et leur apprendront une saine tempérance (Guillaume Mathurin Robinot) ou si au contraire ce sont eux qui apprendraient de leurs homologues français « l'art de bien vivre en se donnant le moins de peine possible » (Paul Boucherot).

Lors des controverses de 1907-1908 sur l'immigration japonaise en Californie, qui avait succédé à la chinoise proscrite depuis 1882, Guesde prend à nouveau position en faveur de mesures de restriction. Il se défend de tout racisme, mais explique agir en faveur de l'intérêt du socialisme : il faudra de longues années avant que les prolétaires venus de Chine ou du Japon soient accessibles à une propagande socialiste, contrairement à leurs collègues d'origine européenne. Il n'est pas absolument certain que lui et Lafargue aient toujours été exactement en accord sur ces questions. Lafargue, né à La Havane, aux origines plus directement diverses[18] que celles de la famille Bazile/Guesde, est certainement plus ouvert aux brassages de population. Il manifeste plus d'empathie pour les travailleurs immigrés. Il précise ainsi que « ce sont les ouvriers étrangers qui se chargent des besognes les plus répugnantes et les plus dangereuses [...] le dur travail du terrassement et des raffineries n'est pas accompli par des ouvriers de Paris ou d'autres villes, mais par des Italiens et des paysans bretons[19] ». En revanche, Guesde s'affirme plus soucieux de l'avenir de la population française et de sa natalité, trop faible[20], sans se défaire d'une certaine réserve un peu raide à l'égard des étrangers, travailleurs ou non.

L'apport jaurésien

Les grandes lignes de la pensée socialiste sur les migrations de population sont donc élaborées au moment où Jaurès entreprend ses débuts dans la vie publique. La question se pose sans doute avec moins d'acuité dès lors que la France comme l'ensemble des pays industrialisés rentre dans une nouvelle phase de croissance au mitan de la décennie 1890. Des crises pourtant ponctuent de temps à autre et rappellent la force des « divisions » et des « haines » évoquées par le programme du Parti Ouvrier. Les socialistes gardent souvent une grande discrétion sur ces incidents, parfois dramatiques, comme le « massacre d'Aigues-Mortes » qui coûte la vie à une dizaine d'ouvriers italiens[21]. Le journal guesdiste l'évoque, mais pour mettre en accusation le patronat et le gouvernement responsables[22]. Il maintient sa ligne au moment de l'acquittement des meurtriers[23] et explique que l'organisation ouvrière, syndicale et socialiste empêcherait de tels débordements. Il existe des nuances là aussi facilement décelables : le rédacteur qui signe « Géva » est à la fois plus documenté, plus compréhensif et plus résolu à intégrer les ouvriers étrangers dans une lutte commune, solidaire et internationaliste[24] que son confrère et camarade qui signe « B ». Il dénonce plus nettement la répression policière à leur encontre et admet la légitimité d'une immigration de travail pour les étrangers comme pour les Français. D'une manière générale, par leur adhésion à une stratégie internationaliste, les guesdistes ne peuvent pas aller aussi loin que d'autres socialistes dans l'expression publique d'une volonté de protection des travailleurs nationaux. Dans le cas des mineurs du Pas-de-Calais, le « député-mineur », socialiste et syndicaliste, Émile Basly, désormais ancré dans des choix « réformistes », en tout cas en situation souvent conflictuelle avec les guesdistes comme plus tard avec les « syndicalistes révolutionnaires », prend moins de gants

pour soutenir ses électeurs, les ouvriers français, qui refusent l'emploi de collègues belges[25].

L'horizon initial de Jaurès est sensiblement différent. Il appartient d'abord au camp républicain. Élu en 1885, plutôt de nuance « opportuniste », il admire de Ferry et Gambetta, mais il se montre ouvert aux réformes sociales et démocratiques. Le Tarn est peu concerné par l'immigration et Jaurès rêve plutôt aux voyages, fréquents dans sa famille de marins, qui accompagnent les expéditions coloniales. Les circonstances, ses choix d'une vie universitaire et politique, l'ont amené à partager son existence entre le Midi et Paris[26]. Il voyage beaucoup et souvent, mais principalement en France. Son premier séjour à l'étranger alors qu'il a près de trente ans concerne la Moselle annexée par l'Allemagne. Il rêve à d'autres espaces, se passionne pour les grands voyages ou la découverte des dernières *terra incognita*, l'aventure des explorateurs, « forte et noble race[27] », ou les expéditions polaires[28], tout comme il évoque la sensation « d'illimité » ressentie à la lecture du *Bateau ivre* de Rimbaud[29]. Il s'agit de découverte, d'enrichissement par le voyage et la rencontre, mais il n'est pas sûr que son sentiment intime le porte vers l'aventure du déracinement. Il affirme souvent son attachement au Midi, ses paysages, sa cuisine et ses coutumes, sa langue et sa culture… Il ne se laisse apprivoiser que progressivement par une métropole comme Paris, nécessairement cosmopolite, un mot et une notion qu'il n'affectionne pas outre-mesure. Vingt ans après sa première installation dans la capitale, il note que Paris « n'est plus qu'un énorme pêle-mêle d'hommes venus de partout, sans lien, sans tradition[30] ». Devenu alors socialiste, Jaurès évolue et a évolué, mais progressivement et de manière différente selon les sujets. Désormais critique incisif du capitalisme, il entend échapper à la querelle entre libre-échangistes et protectionnistes. Il se place sur le terrain du socialisme, et de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange. Cela dit, il doit bien formuler un certain nombre de propositions dans le cadre du régime existant. C'est par ce biais qu'il aborde la question de l'importation de main-d'œuvre. Dans ses premières années socialistes, Jaurès manifeste le zèle du néophyte et « colle » aux analyses de ses amis du Parti Ouvrier, dont il a accepté en janvier 1893 le programme comme plate-forme électorale de sa candidature. Les socialistes sont internationalistes et se refusent donc à « éveiller entre les travailleurs manuels des différents pays les animosités d'un chauvinisme jaloux[31] ». Mais ils sont tout autant défenseurs des travailleurs nationaux et protestent donc « contre l'invasion des ouvriers étrangers qui viennent travailler au rabais[32] ». L'exposé ne reconnaît aucune contradiction : les responsabilités incombent au « capital international » qui part chercher la main-d'œuvre « sur les marchés où elle est la plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau des pays où ils sont le plus bas[33] ».

La pensée jaurésienne prend une dimension nouvelle au début du siècle. La situation économique et sociale évolue profondément avec une nouvelle phase de croissance, un paysage politique

renouvelé avec la défense républicaine puis l'avènement au pouvoir des radicaux, avec l'émergence aussi de nouveaux dangers, notamment de guerre internationale. Jaurès pense davantage « internationalement[34] » et depuis 1900, par exemple, prend en compte pleinement les droits et l'éveil des peuples asiatiques[35]. On sait par ailleurs avec quelle âpreté, quel acharnement, Jaurès mène campagne contre les projets militaires ou de mainmise sur le Maroc. Il n'en reste pas moins très attentif à défendre, comme l'ensemble des socialistes, le travail national contre d'éventuels projets patronaux destinés à maintenir l'ordre politique et social et peser sur le niveau des salaires. Ainsi, parmi les critiques qu'il développe devant les mineurs de Carmaux contre le passage à trois ans du service militaire s'insère pleinement la perspective d'un recours accru à la main-d'œuvre étrangère. Il évoque les premières arrivées d'ouvriers espagnols à la Verrerie de Sainte-Clotilde ou arabes aux mines de Cagnac pour expliquer qu'avec huit cent mille hommes dans les casernes, ce sera de plus en plus nécessaire et inévitable[36].

Pourtant, Jaurès ressent la nécessité de s'extraire du combat politique quotidien, de prendre de la hauteur, ou de la distance, de réfléchir plus à fond. Au congrès de Toulouse, du 15 au 18 octobre 1908, en rédigeant *L'Armée nouvelle*, ébauchée fin 1907 et achevée à l'automne 1910, il cherche à dresser un bilan, à ouvrir des voies de réflexion pour l'avenir. Il peut le faire aussi au cours du grand voyage en Amérique latine, qu'il mène de juillet à octobre 1911. Il voyage seul, sans secrétaire ni domestique, ce qui étonne la presse locale davantage encore que l'absence de son épouse ou de parents[37]. Il observe et il réfléchit, confronté à des nations neuves, qui se construisent par des migrations diverses. Jaurès prend bien en compte l'ensemble des migrations, sans restriction ni hiérarchie : « Portugais, Noirs, Mulâtres, Allemands, Italiens… » au Brésil… Cette diversité oblige à un effort de cohésion nationale, reconnaît-il d'abord : « Plus ces nations sont formées d'éléments multiples, de races différentes, d'éléments d'immigration d'origines diverses et plus elles ont besoin d'harmoniser, de fondre ces éléments, de réduire ces différences à une unité, à une communauté de conscience[38] ». Dans le sillage de ses réflexions de *L'Armée nouvelle*, Jaurès insiste sur la valeur positive du patriotisme. Il reprend du patriote affirmé qu'était Mazzini l'image de nations libres s'associant à l'œuvre d'ensemble de la civilisation humaine. Même si nous ne disposons pas d'une transcription littérale de ces discours, retraduits de la version espagnole prise en sténographie, il utilise l'image ô combien récurrente chez lui de la forêt s'harmonisant : « Dans l'internationalisme, les nations ne sont pas des arbres qui flottent entraînés par le courant ; ce sont des arbres qui jettent de fortes racines en adhérant au sol et en étendant leur vaste feuillage pour recueillir la clarté de tous les soleils et les frémissements des vents venus de tous les points de l'horizon[39] ».

Au passage, relevons que cela n'a rien à voir avec la citation incorrectement attribuée à Jaurès dans maints documents contemporains d'une formation politique nationaliste, la patrie n'est pas le

dernier bien des malheureux, ce qui correspondrait plutôt à une perspective blanquiste, la patrie est une construction historique, nécessairement inachevée, et qui pour se construire a besoin de l'histoire comme de la culture. Jaurès insiste sur la nécessité d'une histoire « rationnelle » qui se refuse à tout embellissement, à toute complaisance de caste ou de classe pour chercher la vérité tout entière, y compris en analysant et expliquant des heures sombres du passé national. Le récit national, dirait-on avec les termes d'aujourd'hui, ne peut se concevoir qu'à condition d'intégrer une perspective critique, non seulement pour comprendre son passé, mais pour pouvoir agir dans le présent et délibérer de l'avenir[40]. C'est la grande leçon de mesure et de culture qu'il a voulu donner dans son célèbre discours, connu sous le nom de « Pour la laïque[41] », mais qu'il convient de lire dans toute son ampleur. Jaurès n'y défend pas seulement l'école laïque contre les critiques catholiques ou conservatrices, il réfléchit sur le passé, le présent et l'histoire et s'efforce de trouver le chemin le plus rationnel et le plus élevé pour une éducation pleinement laïque et libérale. Il accorde une grande importance à la culture dans l'élaboration d'une cohésion nationale, citant des exemples concrets : Euclides da Cunha au Brésil, Juan Bautista Alberdi en Argentine. Comme le souligne Marion Fontaine, il s'agit non seulement de reconnaître la spécificité des nations d'Amérique latine, mais d'élargir la notion de civilisation. L'Amérique latine n'est pas une terre d'extension pour la civilisation européenne, elle participe pleinement à la construction et à la définition de la civilisation, « qui n'est pas le monopole d'un espace ou même d'une période particulière[42] », mais doit être construite par l'ensemble de l'humanité.

Jaurès approfondit la réflexion socialiste devant les questions de migration et de cohésion nationale. Il cherche toujours à comprendre le réel, constate un ralentissement de l'immigration européenne en Amérique, ce qui est pertinent mais il ne note pas le relais possible d'autres foyers d'immigration, il ne nie pas les difficultés et entend les critiques, signalant au passage qu'elles existent aussi en France où la main-d'œuvre italienne est parfois mise en cause, mais fidèle à sa démarche, il va à l'idéal :
« une noble solidarité de justice sociale entre les peuples se dessine. Et le mot « étranger », le triste mot « étranger » perd tout ce qu'il avait de brutalité et de tristesse, l'ouvrier, quelque soit son pays d'origine, lorsqu'il sera loin de la patrie, de la douce terre natale, se sentira uni à elle dans le pays où il vit en pensant au soutien que sa patrie d'origine apporte aux autres travailleurs. Ainsi, en restant unis par la pensée et le cœur à la patrie d'origine, au lieu de se sentir étrangers, isolés et sans appui hors de chez eux, ils se sentiront protégés par la communauté universelle du droit social, et toutes les nations apprendront à respecter dans l'étranger l'homme et le frère[43] ».

Si les principes ont été fixés assez tôt, au début des années 1880, il est certain qu'avec Jaurès notamment, mais pas seulement, les socialistes insistent de plus en plus nettement sur la solidarité et l'internationalisme. Il est ainsi significatif qu'un des tout derniers articles de Jaurès

dans *L'Humanité* porte sur l'immigration. Le 28 juin 1914, Jaurès écrit : « il n'y a pas de plus grave problème que celui de la main-d'œuvre étrangère[44] ». Il ne pouvait évidemment savoir qu'au même moment l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie était sur le point d'être assassiné à Sarajevo, et que la question allait vite être reléguée derrière d'autres. Mais les préoccupations exprimées nous frappent aujourd'hui par la mesure sereine alors atteinte par Jaurès. Voici ses priorités : « Il faut d'abord assurer la liberté et respecter la solidarité du prolétariat de tous les pays, pourvoir aux nécessités de la production nationale qui a souvent besoin, en France surtout, d'un supplément de travailleurs étrangers, et il faut empêcher aussi que cette main-d'œuvre étrangère soit employée par le patronat comme un moyen d'évincer du travail les ouvriers français et d'avilir leurs salaires ».

Cette orientation générale ne comporte pas de rupture avec le programme du Parti Ouvrier : la mesure-phare de la fixation d'un salaire minimum est toujours considéré comme le meilleur moyen d'éviter la concurrence. Une évolution est perceptible : l'article insiste davantage sur la liberté et la solidarité des travailleurs, sur la liberté notamment des ouvriers étrangers de s'organiser et d'être protégés contre « l'arbitraire administratif et policier », sur la nécessité d'un vaste système d'assurance sociale contre le chômage afin de ne pas encourager les filières patronales de recours à l'immigration. La démarcation avec les nationalistes se mesure plus concrètement, Jaurès ridiculisant leur proposition de taxation du recours aux travailleurs étrangers, qualifiée d'« enfantillage » inefficace ne faisant qu'alourdir les charges de l'industrie concernée. Pour autant, Jaurès est bien conscient que tout n'est pas réglé, qu'il n'a fait que donner de grandes pistes et il conclut son article par une exhortation à se mettre au travail afin de résoudre ces « vastes problèmes ».

Un siècle après, cette exhortation résonne particulièrement. Il est en effet grand temps de se mettre au travail pour résoudre ces « vastes problèmes » et, s'il serait puéril pour cela de prétendre se contenter de « revenir » à Guesde, Lafargue, Vaillant et Jaurès, les différents objectifs, conditions et méthodes qu'ils définissent sont susceptibles d'indiquer à leurs divers héritiers comme à l'ensemble des républicains et démocrates d'aujourd'hui les orientations générales à prendre, ou à éviter, afin de « constituer l'humanité ».

1. Léon Gani, « Jules Guesde, Paul Lafargue et les problèmes de population », *Population*, n° 6, 1978, p. 1023-1044, Un article important auquel nous empruntons maints exemples et analyses.
2. Jules Guesde et Paul Lafargue, *Le programme du Parti Ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, Paris, H. Oriol, 1883, p. 9.
3. Paul Lafargue, « Les ouvriers étrangers », *Le Socialiste*, 9 juillet 1887.
4. Jules Guesde et Paul Lafargue, *Le programme du Parti Ouvrier, ses considérants et ses articles*, Lille, 1899 [1883], imprimerie P. Lagrange, p. 61.
5. *Ibidem*, p. 62.

6. Léon Picard, « L'affaire de la rue Saint-Marc », *Le Citoyen*, 3 septembre 1882. Léon Picard a laissé peu de traces documentaires dans les archives. Il semble pourtant jouer un rôle important dans la presse socialiste du temps : co-responsable du *Citoyen* (1881-1882), plus tard des *Droits de l'homme* (1898-1900), actionnaire considérable et premier responsable du bulletin financier de *L'Humanité* (1904-1905)…
7. Voir la lettre de Friedrich Engels à Paul Lafargue, 30 octobre 1882, *Correspondance*, t. 1, 1868-1886, éd. Émile Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1956, p. 89-93.
8. Paul Lafargue, « La campagne patriotarde – Les Sans-Patrie », *Le Socialiste*, 17 juin 1893.
9. Chambre des députés, séance du 25 janvier 1886.
10. *Le Temps*, 27 janvier 1886.
11. *Le programme du Parti Ouvrier* [1883], *op. cit.*, p. 93.
12. *Ibidem*, p. 93-95.
13. La première fois dans « Le patriotisme de la bourgeoisie et les Chinois », *L'Égalité*, 9 juin 1880. Mais ensuite les citations et références abondent chez ces auteurs il est vrai adeptes d'une certaine répétition des arguments et des exemples.
14. *Journal des économistes*, n° 29, mai 1880, p. 298 et *sq.*, ainsi que les citations suivantes. Il s'agit de Juifs polonais ou russes, dont l'immigration est critiquée en Roumanie.
15. Compte rendu de la réunion par Albert Mangin, *L'économiste français*, 15 mai 1880, p. 597-600.
16. George Walker (1824-1888), banquier et homme politique implanté dans le Massachusetts, ne semble pas malgré son nom être apparenté à la famille des présidents Busch, liés à une autre dynastie bourgeoise de Walkers. Le *Chinese Exclusion Act* voté en 1882 et renouvelé en 1892 limite en effet l'immigration en provenance de Chine.
17. *Le programme du Parti Ouvrier* [1883], *op. cit.*, p. 63.
18. Sa famille, d'origine française et espagnole, vécut à Cuba du XVIII[e] siècle au milieu du XIX[e] siècle. Lafargue avait un grand-père juif et deux grands-mères métisses, l'une dominicaine et l'autre jamaïcaine, selon Jacques Girault, « Introduction » à son édition de *Textes choisis* de Paul Lafargue, Paris, Éditions sociales, « Les classiques du peuple », 1970.
19. Paul Lafargue, « Les ouvriers étrangers », *Le Socialiste*, 9 juillet 1887.
20. Léon Gani, *art. cit.*, développe particulièrement ce point.
21. Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Fayard, 2010.
22. B., « Rivalités internationales », *Le Socialiste*, 2 septembre 1893.
23. B., « Les Vêpres d'Aigues-Mortes », *Le Socialiste*, 6 janvier 1894.
24. Par exemple : Géva, « Les ouvriers étrangers », « L'impôt sur les étrangers », Émigration et immigration », *Le Socialiste*, 20 novembre 1886, 2 juillet 1887 et 27 janvier 1894…
25. Bastien Cabot, « *À bas les Belges !* ». *L'expulsion des mineurs borains (Lens, août-septembre 1892) : une affaire oubliée*, Rennes, Presses universitaires, à paraître début 2017, issu d'un mémoire de master 2 à l'EHESS préparé sous la direction de Christophe Prochasson, 2015, prix 2016 de la Fondation Jean-Jaurès.
26. *Jaurès, du Tarn à l'Internationale*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, « Les essais », 2011.
27. Jean Jaurès, « Maurice Barrat », *Le Matin*, 20 juillet 1896, repris dans *Le pluralisme culturel*, tome 17 des *Œuvres de Jean Jaurès*, éd. Jean-Numa Ducange et Marion Fontaine, Paris, Fayard, 2014, p. 22-24.
28. Jean Jaurès, « Culture humaine », *L'Humanité*, 14 février 1913.
29. Le Liseur, *La Dépêche*, 5 décembre 1895, repris dans *Critique littéraire et critique d'art*, tome 16 des *Œuvres de Jean Jaurès*, éd. Michel Launay, Camille Grousselas, Françoise Laurent-Prigent, Paris, Fayard, 2000, p. 278-282.
30. Jean Jaurès, « Deux élections », *La Dépêche*, 6 février 1897.
31. Chambre des députés, séance du 17 février 1894.
32. Ibidem.
33. Ibidem.
34. *Le pluralisme culturel*, *op. cit.*

35. Gilles Candar, *Jaurès et l'Extrême-Orient*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, « Les essais », 2011.
36. Discours du 12 avril 1914, salle du syndicat des mineurs, *Le Cri des travailleurs du Tarn*, 19 avril 1914.
37. Voir les documents réunis par Philippe Catonné, « Jaurès au Brésil », *Cahiers Jaurès* n° 222, juillet-septembre 2016. Charles Bonnier par exemple, intellectuel guesdiste, est toujours accompagné d'une des meilleures domestiques de la famille, allouée par sa mère, lors de ses voyages en Angleterre ou en Allemagne.
38. Jean Jaurès, « Nationalité, démocratie et classe ouvrière », conférence au théâtre Odéon de Buenos Aires, 28 septembre 1911, *Le pluralisme culturel*, *op. cit.*, p. 523-524.
39. *Ibidem*, p. 525.
40. « Le passé recomposé », entretien de Vincent Duclert avec Antoine Flandrin, *Le Monde*, 3 septembre 2016.
41. Discours à la Chambre des députés, 21 et 24 janvier 1910. Édition la plus récente par Vincent Duclert à Paris, Le Livre de poche, 2016.
42. Marion Fontaine, « Les conférences d'Argentine », *Le pluralisme culturel*, *op. cit.*, p. 586 et « Jaurès, la nation, le socialisme, les conférences d'Argentine », Juliette Grange et Pierre Musso (dir.), *Les socialismes*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2012, voir aussi les *Cahiers Jaurès* n° 139, janvier-mars 1996 et n° 222, juillet-septembre 2016.
43. Jean Jaurès, « La politique sociale en Europe et la question de l'immigration », 30 septembre 1911, *Le pluralisme culturel*, *op. cit.*, p. 541.
44. Jean Jaurès, « L'effort nécessaire », *L'Humanité*, 28 juin 1914.